

Relevé des conclusions de la 10<sup>ème</sup> réunion de l'Initiative Afrique

15 novembre 2021, Vidéoconférence

1. Le 15 novembre 2021, plus de 100 délégués, dont des représentants de 26 pays africains et de six donateurs et partenaires de l'Initiative Afrique, se sont réunis pour la 10<sup>ème</sup> réunion de l'Initiative Afrique<sup>1</sup> qui s'est tenue par vidéoconférence (voir [annexe A](#)).

2. Les délégués ont souhaité la bienvenue à l'Algérie qui a rejoint le Forum mondial en septembre 2021, devenant ainsi le 33<sup>ème</sup> membre de l'Initiative Afrique. Les délégués ont également salué la présence et le soutien des partenaires et donateurs de l'Initiative Afrique.

3. Les délégués ont été informés des progrès accomplis sous la direction du président et du vice-président, dans la réalisation du plan d'action 2021 de l'Initiative Afrique pour faire avancer les deux piliers stratégiques de l'Initiative : (i) la sensibilisation et l'engagement politique en Afrique et (ii) le développement des capacités des pays africains en matière de transparence et d'échange de renseignements (ER).

4. Dans le cadre du premier pilier stratégique, les délégués ont salué la contribution de l'Initiative Afrique à la sensibilisation et à l'engagement politiques en Afrique pour utiliser la transparence et l'ER afin de lutter contre les flux financiers illicites (FFI). Les délégués ont accueilli le Rwanda en tant que 32<sup>ème</sup> signataire de la [Déclaration de Yaoundé](#), ce qui constitue un signal fort de l'engagement croissant des pays africains envers l'objectif de l'Initiative. Les délégués ont encouragé les pays africains restants à accroître l'attention politique sur le problème des FFI et le rôle clé que la transparence fiscale et l'ER peuvent jouer dans l'accroissement des ressources nationales disponibles pour atteindre les [objectifs de développement durable](#) et l'[Agenda 2063 de l'Union africaine](#) en rejoignant la Déclaration de Yaoundé.

5. Dans le cadre du deuxième pilier stratégique, les délégués ont salué les efforts déployés par l'Initiative Afrique pour renforcer les capacités des pays africains en matière de transparence et d'ER, 38% du travail de renforcement des capacités du Secrétariat du Forum mondial étant consacré à l'Afrique en 2021. En particulier, les délégués ont salué l'initiative visant à mettre en place une expertise locale et durable en matière de formation sur l'ER au sein des administrations fiscales africaines grâce au programme « Former le formateur » lancé en 2021, qui a déjà permis aux formateurs formés de dispenser des formations sur l'ER à plus de 400 fonctionnaires fiscaux dans 14 pays africains. Les délégués ont également salué les formations d'évaluateurs, organisées en 2021, dont une avec le Forum sur l'administration fiscale africaine, dans le but de préparer les pays africains à leurs examens par les pairs de l'ER et de renforcer la capacité de leurs fonctionnaires à contribuer en tant qu'experts évaluateurs au processus d'examen par les pairs du Forum mondial. Dans l'ensemble, les délégués ont noté avec satisfaction les progrès réalisés dans les formations en 2021, avec plus de 2 000 fonctionnaires de pays africains formés à l'ER.

6. Les délégués ont approuvé la note sur les tendances en matière d'assistance transfrontalière au recouvrement des créances fiscales dans les pays africains et les conditions nécessaires à un recouvrement réussi, préparée par le Groupe de travail de l'Initiative Afrique sur l'assistance

<sup>1</sup> L'Initiative Afrique a été lancée en 2014 pour une période de trois ans (2015-2017) par le Forum mondial avec ses membres africains et ses partenaires de développement (voir annexe B). L'Initiative vise à faire en sorte que les pays africains puissent réaliser tout le potentiel des progrès accomplis par la communauté mondiale dans la mise en œuvre de la transparence et de l'ER à des fins fiscales. Son mandat a été renouvelé pour une nouvelle période de trois ans en 2017 (2018-2020) et en 2020 (2021-2023). Les pays participant à l'Initiative Afrique se sont engagés à atteindre des objectifs spécifiques et mesurables dans la mise en œuvre et l'utilisation des normes internationales de transparence fiscale.

transfrontalière au recouvrement des créances fiscales. Les délégués ont accueilli favorablement ses recommandations visant à renforcer le recouvrement des créances fiscales nationales comme base d'une participation efficace au recouvrement transfrontalier des créances fiscales. Les délégués ont demandé au Groupe de travail de poursuivre ses travaux en 2022 afin de mettre en place les éléments essentiels à la mise en œuvre des recommandations, notamment l'élaboration de stratégies pour une participation effective à l'assistance transfrontalière en matière de recouvrement des créances fiscales, afin d'accroître le recours à cette forme d'assistance internationale par les pays africains. Ils ont également remercié les pays partenaires, notamment la Belgique et le Japon, pour leur soutien au Groupe de travail et ont encouragé d'autres partenaires et donateurs à ajouter leur poids et leur expertise à ces travaux, au moment où la prochaine phase est envisagée.

7. Les délégués se sont félicités de l'utilisation accrue des outil de suivi et d'évaluation de l'impact de l'ER pour évaluer l'impact de l'ER sur la collecte des recettes et comme base pour le développement de stratégies visant à aligner efficacement l'ER sur leurs efforts de Mobilisation des Ressources Nationales. Les délégués ont reçu une mise à jour sur la nouvelle structure intégrée de la plateforme en ligne établie par le Forum mondial pour la collecte de données pour la prochaine édition du Rapport sur la Transparence fiscale en Afrique. Les délégués ont convenu de faire le point sur les progrès réalisés par les pays africains sur l'agenda de la transparence fiscale et de l'ER en 2021 à l'occasion du lancement de la *Transparence fiscale en Afrique 2022, rapport d'étape de l'Initiative Afrique*.

8. Les délégués ont reconnu que la nouvelle gouvernance établie en 2020 a joué un rôle essentiel dans les réalisations de l'Initiative Afrique en 2021. Sur la base des leçons apprises après une expérience d'un an, ils ont décidé :

- d'accepter de réfléchir à des possibles changements dans la gouvernance de l'Initiative Afrique
- de proroger d'un an le mandat de l'équipe dirigeante actuelle, ce qui permettrait de réfléchir à des changements appropriés dans la gouvernance de l'Initiative Afrique et de prendre une décision lors de la prochaine réunion de l'Initiative Afrique en 2022.

9. Les délégués ont convenu de se réunir à nouveau au cours du deuxième trimestre de 2022, afin de réfléchir aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs de l'Initiative Afrique.

**Annexe A. Liste des participants à la 10<sup>ème</sup> réunion de l'Initiative Afrique****Pays africains**

Afrique du Sud • Algérie • Bénin • Botswana • Burkina Faso • Cameroun • Cabo Verde • Côte d'Ivoire • Égypte • Eswatini • Gabon • Ghana • Kenya • Lesotho • Liberia • Madagascar • Maroc • Maurice • Mauritanie • Namibie • Nigeria • Ouganda • Sénégal • Tanzanie • Togo • Tunisie.

**Donateurs et partenaires**

Belgique • Forum sur l'administration fiscale africaine • France (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) • Groupe de la banque africaine de développement • Groupe de la Banque mondiale • Union européenne.

**Annexe B. Liste des membres et soutiens de l'initiative Afrique****Les 33 membres de l'Initiative Afrique**

Afrique du Sud • Algérie • Bénin • Botswana • Burkina Faso • Cameroun • Cabo Verde • Côte d'Ivoire • Djibouti • Égypte • Eswatini • Gabon • Ghana • Guinée • Kenya • Lesotho • Liberia • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Namibie • Niger • Nigeria • Ouganda • Rwanda • Sénégal • Seychelles • Tchad • Tanzanie • Togo • Tunisie.

**Les 11 soutiens de l'Initiative Afrique**

Cercle de Réflexion et d'échange des Dirigeants des Administrations Fiscales • Commission de l'Union africaine • Forum des administrations fiscales ouest africaines • Forum sur l'administration fiscale africaine • France (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) • Groupe de la banque africaine de développement • Groupe de la Banque mondiale • Norvège (Agence de coopération au développement) • Royaume-Uni (Foreign, Commonwealth & Development Office) • Suisse (Secrétariat d'État aux affaires économiques) • Union européenne.

**Annexe C. Liste des signataires de la Déclaration de Yaoundé**

<b>Pays et organisations</b>		<b>Date</b>
1.	 Cameroun	11/2017
2.	 Liberia	11/2017
3.	 Ouganda	11/2017
4.	 Bénin	11/2017
5.	 Togo	01/2018
6.	 Ghana	02/2018
7.	 Seychelles	02/2018
8.	 Tchad	03/2018
9.	 Madagascar	04/2018
10.	 Niger	04/2018
11.	 Gabon	04/2018
12.	 Burkina Faso	04/2018
13.	 Congo	04/2018
14.	 Guinée-Bissau	04/2018
15.	 Mali	04/2018
16.	 Sénégal	04/2018
17.	 Maurice	05/2018
18.	 Mauritanie	06/2018
19.	 Comores	06/2018
20.	 Côte d'Ivoire	06/2018

FORUM MONDIAL SUR  
**LA TRANSPARENCE ET L'ÉCHANGE DE  
RENSEIGNEMENTS À DES FINES FISCALES**

|5

Pays et organisations		Date
21.	 Lesotho	07/2018
22.	 Nigeria	08/2018
23.	 Afrique du Sud	09/2018
24.	 Maroc	03/2019
25.	 Tunisie	05/2019
26.	 Égypte	11/2019
27.	 Kenya	11/2019
28.	 Cabo Verde	11/2019
29.	 Djibouti	11/2019
30.	 Eswatini	09/2020
31.	 Commission de l'Union africaine	12/2020
32.	 Rwanda	10/2021

**Les soutiens de la Déclaration**

Pays et organisations		
1.	 OECD Organisation de coopération et de développement économiques	11/2017
2.	 France	01/2018
3.	 Royaume-Uni	01/2018